

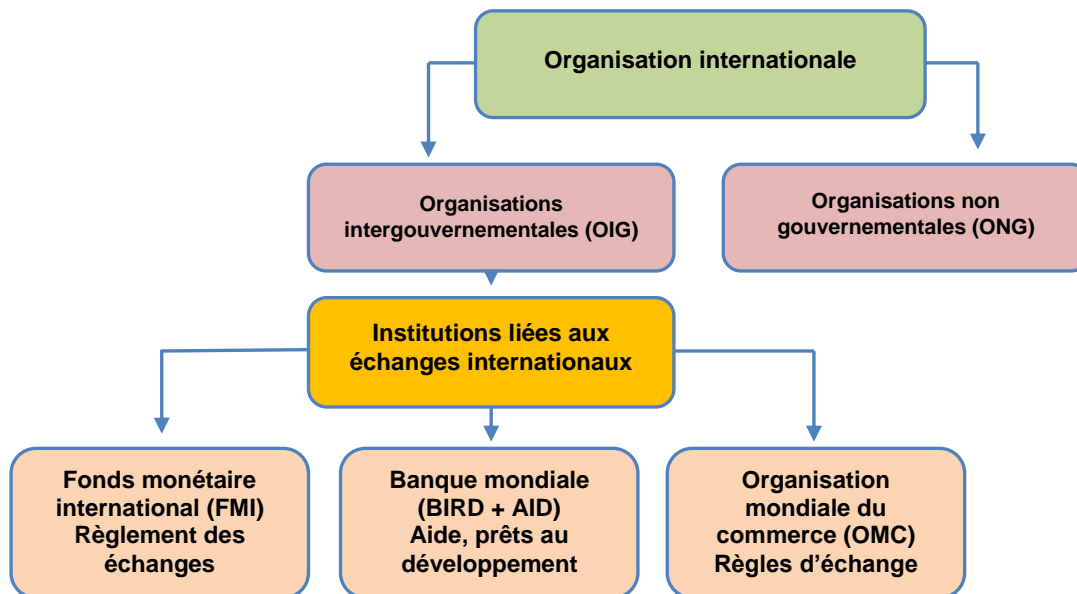
C – Le rôle des organisations internationales dans la régulation du marché mondial

1 – La construction d'un ordre international négocié

1. **Comment obtenir que les relations économiques internationales se réalisent au bénéfice de tous ?**
Comment éviter que les échanges de biens, de services, de capitaux, se fassent au bénéfice de quelques-uns (individus ou Etats) et au détriment de tous les autres ? Très tôt dans l'histoire, il est apparu nécessaire aux acteurs économiques et politiques de construire un **ordre international** défini comme l'ensemble des principes d'organisations qui régissent ou doivent régir les rapports entre nations. Cet ordre est nécessairement instable. Il peut être remis en cause à tout moment par un des participants qui s'estime lésé ou par l'évolution de la situation économique. **La régulation est le processus par lequel un ordre économique et social parvient à se reproduire dans le temps en conservant l'essentiel de ses caractéristiques structurelles.** Elle implique la **mise en place de normes et de règles de fonctionnement.**
2. **Comment sont mises en place ces règles ? Qui participent à leur élaboration ?** L'ordre international et la régulation des échanges internationaux sont le résultat d'une construction sociale qui dépend des rapports de force qui s'établissent entre les différents acteurs :
 - ✓ Les institutions internationales (OMC, FMI, Banque mondiale...) qui doivent permettre la concertation ;
 - ✓ Les Etats-nations dont le poids est inégal dans les échanges internationaux;
 - ✓ Les ONG (organisations non gouvernementales) qui sont indépendantes des gouvernements et cherchent à œuvrer pour la mise en place de normes censées défendre l'intérêt collectif ;
 - ✓ Les firmes transnationales qui, notamment par la mise en concurrence des territoires nationaux qu'elles utilisent dans leurs stratégies de localisation, influencent les règles propres des Etats.
3. **A quel type de régulation doit-on confier les relations économiques internationales ?** Si, après la guerre, la **régulation institutionnelle**, issue la négociation entre les Etats-nations, semble l'avoir emporté, le développement des firmes transnationales et le processus de mondialisation ont remis en cause la souveraineté nationale dans l'espace mondial. En effet, les politiques nationales ont perdu de leur autonomie face à l'apparition de ces acteurs internationaux. Les libéraux ont donc pensé qu'il fallait confier la régulation des échanges internationaux aux seules **règles du marché.** La crise mondiale de 2008-2009 est en train de montrer les **effets déstabilisateurs** de ce type de régulation. La question de la **gouvernance mondiale** devient alors fondamentale : quels processus mettre en œuvre pour élaborer, décider, légitimer et faire appliquer à l'échelle mondiale des règles au service de l'intérêt de tous ?

a) – Une régulation institutionnelle des échanges internationaux (1944-1973)

1. **Un marché** (de marchandises, du travail, de capitaux) **ne peut fonctionner sans règles ni institutions.** C'est la raison pour laquelle, dès 1944, au sortir de la Seconde guerre mondiale, les pays développés à économie de marché se sont entendus pour créer des **organisations internationales** chargées de définir des règles internationales dans leur domaine respectif. L'objectif était de remplacer **l'ordre conflictuel** du XIX et du début du XXe siècle (colonisation, guerres mondiales...) par un **ordre négocié** qui favorise un développement harmonieux et équitable des nations. Quelles sont ces organisations ? Comment fonctionnent-elles ? Quelle a été leur influence sur la régulation des échanges internationaux ? Pourquoi sont-elles contestées ? Quel peut être leur rôle dans une gouvernance mondiale ?
2. **Une organisation internationale intergouvernementale (OIG) est une organisation qui regroupe des personnes morales afin de coordonner des actions touchant plusieurs pays.** Il existe plusieurs types d'organisations économiques qu'on peut distinguer selon :
 - ✓ **Leur objet :** les organisations internationales peuvent être techniques (Organisation mondiale de la météorologie), commerciales (OMC), militaires (OTAN), politiques (ONU), monétaires (FMI), sociales (OIT), sanitaires (OMS), culturelles (UNESCO)...
 - ✓ **Leur pouvoir :** Les organisations internationales ont des pouvoirs différents : elles donnent des informations (FAO), elles coordonnent des politiques économiques de «clubs» d'Etats (OCDE), elles représentent parfois les Etats dans certaines instances internationales (Union européenne), elles financent des projets (Banque mondiale), elles aident des pays à sortir d'une crise financière (FMI) ou elles règlent des différends commerciaux entre Etats membres (OMC).
 - ✓ **Leur territoire d'action :** en de territoire, on distingue les organisations internationales à vocation universelle (ONU) de celles à vocation régionale (UE).



3. **L'OMC** : L'Organisation mondiale du commerce (OMC, ou World Trade Organization, WTO) est une organisation internationale qui s'occupe des règles régissant le commerce international entre les pays. Au cœur de l'organisation se trouvent les Accords de l'OMC, négociés et signés (à Marrakech en 1994) par la majeure partie des puissances commerciales du monde et ratifiés par leurs parlements. Le but est d'aider, par la réduction d'obstacles au libre-échange, les producteurs de marchandises et de services, les exportateurs et les importateurs à mener leurs activités. A la différence du GATT, cette organisation a un **pouvoir d'arbitrage et de sanctions** pour les pays qui ne jouent pas le jeu et ses compétences sont étendues aux services et à la propriété intellectuelle.

GATT	OMC
Le GATT est un <i>accord</i>	L'OMC est une <i>organisation</i>
Le GATT porte sur le libre échange des <i>biens non agricoles</i>	L'OMC porte sur le libre échange des <i>biens, des biens agricoles, des services et de la propriété intellectuelle</i>
Les accords du GATT sont <i>négociés</i> et signés par les Etats membres	Aux accords négociés s'ajoute-la <i>jurisprudence</i> de l'OMC
Le respect des règles dépendait de la bonne volonté des Etats signataires	Le respect des règles est confié à un <i>organe de règlement des différends (ORD)</i>
Absence de sanctions	<i>Sanctions juridiques et monétaires</i>

- ✓ L'OMC est donc le **lieu de discussion** entre les nations pour élaborer des accords qui vont réguler le commerce international ;
- ✓ L'OMC a pour principal objectif d'établir des règles de concurrence « non faussée » entre les nations ce qui suppose **l'extension du libre-échange** à des domaines jusqu'ici préservés, partiellement ou totalement, de la concurrence (les biens agricoles, les services, la propriété intellectuelle) et ce qui implique l'élimination du protectionnisme non tarifaire (accès aux marchés, fin des subventions...).
- ✓ L'OMC est le **lieu de règlement des contentieux** commerciaux entre nations. L'objet du litige est confié à l'ORD qui propose des recommandations et des sanctions. Ainsi, en 1999, l'UE a été condamnée pour avoir favorisé l'importation de bananes des pays africains et caraïbes au détriment des bananes de l'Amérique centrale. Si le pays n'applique pas les recommandations, les sanctions prennent la forme d'une augmentation progressive des taxes sur un certain nombre de produits pour couvrir le préjudice estimé de la mesure.

4. **Le FMI** : le Fonds monétaire international a été créé en 1944 aux termes d'un accord signé lors de la conférence de Bretton Woods (Etats-Unis). Il a été fondé officiellement le 27 décembre 1945. Sa mission principale est *d'assurer la stabilité du système monétaire et financier international en faisant des crédits aux pays qui ont un déficit important de leur balance des paiements courants et qui ont du mal à honorer le paiement de leurs échanges ou de leur dette*. Le FMI est chargé de prévenir les crises et de les résoudre lorsqu'elles surviennent. Le FMI a donc trois objectifs :

- ✓ **Faciliter l'expansion et la croissance équilibrées du commerce mondial** en facilitant la circulation et la conversion des monnaies.
- ✓ **Eviter les crises financières** liées à un manque de capitaux provoqués par le déficit de la balance des transactions courantes.
- ✓ **Stabiliser les taux de change** afin d'éviter des dévaluations ou des dépréciations compétitives qui faussent la concurrence.

Pour cela la FMI doit :

- ✓ **Evaluer**, en principe, une fois par an, la situation économique et financière de chaque pays et attirer, au besoin, l'attention des autorités sur des dérives
- ✓ **Constituer une caisse de financement**. Chaque pays membre dispose d'une quote-part, calculée en fonction de sa place dans les échanges internationaux, qui détermine sa cotisation. Chaque membre doit acquitter au moins 25 % de sa quote-part en monnaie utilisée sur le marché des changes international (dollar, euro, yen) et le reste en monnaie nationale. A cela s'ajoute les intérêts reçus des prêts accordés par le FMI. Le FMI dispose d'une centaine de milliards de dollars pour intervenir.
- ✓ **Prêter aux pays qui ont des besoins de financement**. Le niveau de la cotisation du pays donne droit à des tranches de crédit ("droits de tirage") libellées dans la monnaie de son choix, pour une période limitée, de façon à permettre à une banque centrale d'intervenir pour régler les échanges ou les dettes et maintenir le taux de change en vigueur.
- ✓ **Ces prêts ne se font qu'à la condition que le pays respecte les préconisations des « plans d'ajustement »** du FMI. Le FMI demande aux pays déficitaires de mener des politiques d'austérité à court terme et de favoriser les lois du marché (privatisation, déréglementation) à long terme afin de devenir compétitif pour dégager des excédents commerciaux et rembourser la dette.

5. **La Banque mondiale** : créée à Bretton Woods, a initialement porté ses efforts sur la reconstruction de l'Europe et du Japon d'après-guerre. Ensuite, elle a cherché à réduire le fossé qui existe entre les pays riches et les pays pauvres en utilisant les ressources des premiers pour assurer la croissance des seconds. Le terme « Banque mondiale » est utilisé pour désigner la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (IDA). *Ces organisations accordent aux pays en développement des prêts assortis de faibles taux d'intérêt, des crédits ne portant pas intérêt et des dons.*

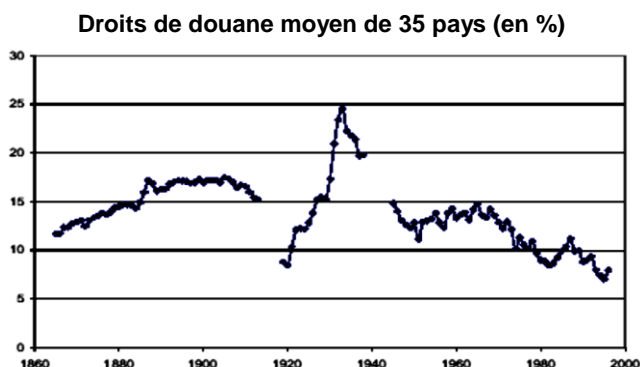
- ✓ L'IDA trouve ses ressources auprès des pays riches. Tous les quatre ans, une quarantaine de pays riches versent une contribution pour reconstituer les ressources nécessaires à ces financements. Un cinquième de l'argent est donné aux pays en développement. Le reste est prêté à long terme à des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché.
- ✓ La BIRD emprunte sur le marché international des capitaux l'argent qu'elle va prêter à long terme (20-30 ans) aux pays en développement pour financer un certain nombre de projets visant à réduire la pauvreté dans ces pays (microcrédits, sensibilisation aux risques du Sida, scolarisation des filles, construction de barrages...).

6. **Durant cette époque, la régulation des échanges internationaux est encore largement contrôlée par les Etats-nation.**

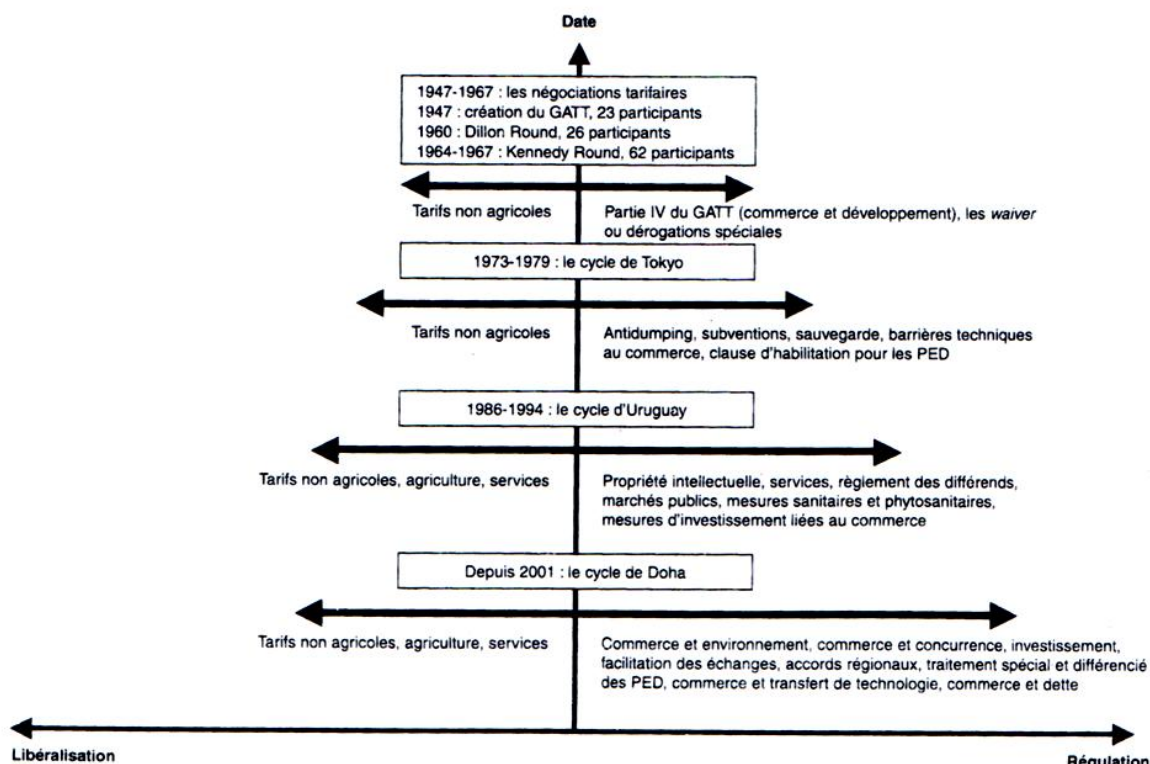
- ✓ **Les taux de changes étaient fixes** : un régime de change fixe suppose la définition d'une parité officielle entre la monnaie d'un pays considéré et une devise (ou un panier de devises), sur laquelle la Banque Centrale s'engage à échanger sa monnaie. Cette parité ne peut pas dépasser un plafond ou un plancher défini à l'avance par les Etats. La Banque centrale veille à ce que le taux de change ne dépasse pas ce plafond ou ce plancher. Cette parité pouvait être modifiée (dévaluation) de manière exceptionnelle afin de restaurer l'équilibre de la balance des paiements. Le FMI apportait alors son concours pour aider le pays à redresser ses comptes extérieurs.
- ✓ **Les capitaux ne pouvait pas circuler librement** : à cette époque les sorties et les entrées de capitaux sont soumises au **contrôle des changes**. Un résident qui veut envoyer ses capitaux à l'étranger doit recevoir une autorisation administrative qui ne lui est accordée que si elle entre dans le cadre de la politique économique de l'Etat.
- ✓ **Les pratiques protectionnistes étaient encore importantes** : les droits de douanes étaient encore élevés et les pratiques non tarifaires n'étaient pas encore levées à l'exception des quotas. Le rôle du GATT était alors d'atténuer ce protectionnisme sur les marchandises.

b) – Une régulation par le marché des échanges internationaux (1973-200...)

1. **A la fin des années 1970, les politiques libérales de déréglementation vont atténuer cette régulation institutionnelle.** La régulation concurrentielle, fondée sur le libre jeu des mécanismes du marché va être jugée plus efficace que le contrôle étatique.
 - ✓ **Au niveau national**, la déréglementation des marchés, la privatisation des entreprises publiques, la diminution des taux d'imposition, la fin des monopoles publics et la redéfinition des services publics, diminuent le poids de l'Etat dans l'économie.
 - ✓ **Au niveau international**, on assiste à trois grands mouvements de libéralisation :
 - **Le développement du libre-échange** : les négociations commerciales, dans le cadre du GATT, ont abouti à une hausse du libre-échange au niveau tarifaire et non tarifaire à partir de la fin des années 1960 ;

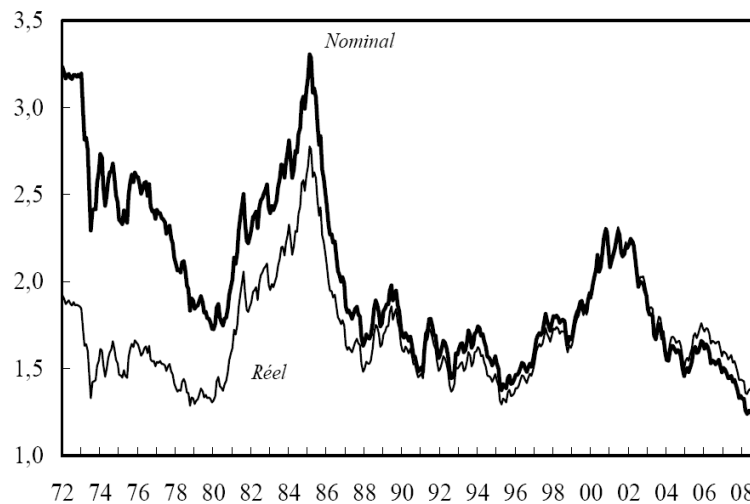


Ainsi, le **cycle de Doha** (2001-...), initié par l'OMC, souhaite à la fois **approfondir le libre-échange** pour les produits industriels (en particulier ceux des pays émergents), l'étendre aux biens agricoles (en particulier ceux des pays développés) et aux services, **tout en négociant de nouvelles règles** en matière d'accords régionaux, de normes environnementales ou d'implantation des FMN.



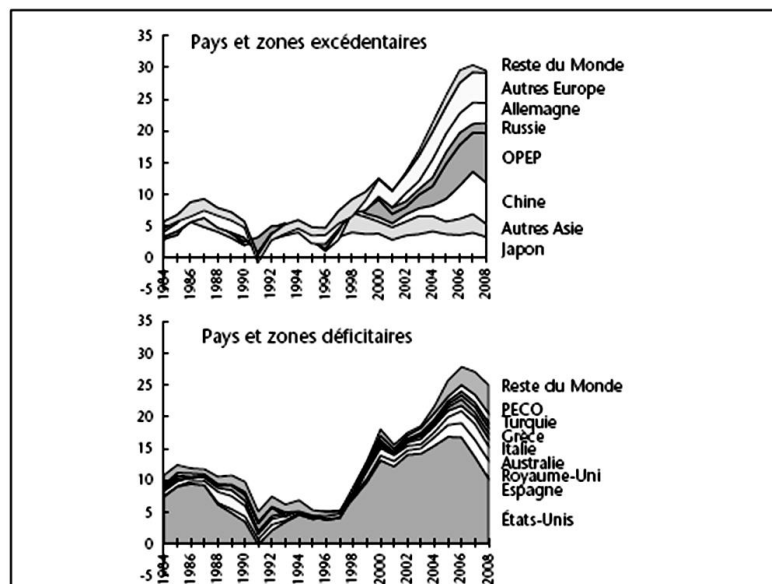
- **La fluctuation des changes** : Le régime des parités fixes, qui obligeait les Etats à défendre le cours officiel de leur monnaie, est abandonné en 1973. Les "Accords de la Jamaïque" de 1976 légalisent le **système des taux de changes flottants**. **Le taux de change est désormais fixé librement par le marché des changes en fonction de l'offre et de la demande, sans intervention de la Banque centrale**. Les taux de change vont donc fluctuer de façon importante à partir des années 1970.

Taux de change réel et nominal du dollar en euro



- **La globalisation financière** : un vaste **marché mondial des capitaux s'est constitué à partir des années 1990**, brassant des sommes de plus en plus importantes. Les gestionnaires de fonds, à la recherche d'une rentabilité maximale, arbitrent entre tous les placements possibles à l'échelle mondiale. Les Etats ont mis fin au contrôle des changes. La finance internationale a introduit de nouvelles normes auxquelles obéissent les pays développés et de plus en plus les pays émergents : libéralisation des marchés financiers, liberté totale des mouvements de capitaux (y compris vers des paradis fiscaux ou réglementaires), modernisation financière, nouvelles normes comptables. Les pays doivent attirer les détenteurs de capitaux et s'engager à les laisser jouer librement : ils doivent garantir qu'ils n'interviendront pas dans la gestion des entreprises, n'imposeront pas de nouvelles normes (par exemple, de garantie d'emplois ou de réinvestissement des profits). Ils doivent privatiser et déréglementer. Ils doivent réduire leur fiscalité tant sur les entreprises que sur les propriétaires d'entreprises et les cadres supérieurs. L'économie mondiale échappe de plus en plus au contrôle des Etats.
- 2. **A partir du milieu des années 1970, on va assister à des déséquilibres croissants dans les balances des transactions courantes.**
 - Certains pays vont accumuler des **excédents** importants. Ils exportent plus de biens et de services qu'ils n'en importent. **Ils vivent au dessous de leurs moyens et accumulent une épargne** en devises qu'ils vont pouvoir investir à l'étranger (IDE), placer (Investissement en portefeuille), prêter à des non résidents ou conserver sous la forme de réserves de devises.
 - D'autres pays accumulent des **déficits de la balance courante**. Ils importent plus de biens et de services qu'ils n'en exportent. **Ils vivent au dessus de leurs moyens et ont un besoin de financement**. Ils vont devoir vendre une partie de leurs actifs (titres de propriété ou titres de créance), emprunter ou tirer sur leurs réserves pour financer le déficit.

Déficits et excédents de la balance courante (en millièmes du PIB mondial)



➤ Au cours des années 1970, les deux chocs pétroliers (1973-1974 et 1979-1980) déséquilibrent principalement les balances des pays en développement. Les banques des pays développés vont recycler les pétrodollars des pays de l'OPEP pour les prêter aux pays déficitaires. Le **stock de la dette**, c'est-à-dire le montant des sommes que doivent rembourser les emprunteurs est multiplié par 10 entre 1970 et 1980. Pour payer chaque année le **service de la dette** (amortissement de la dette + intérêts), les pays en développement disposent de trois types de ressources :

- De nouveaux emprunts aux banques ;
- Des prêts de l'aide publique des pays riches et du FMI ou de la Banque Mondiale ;
- Des investissements directs à l'étranger des FTN qui viennent s'implanter sur leur sol.

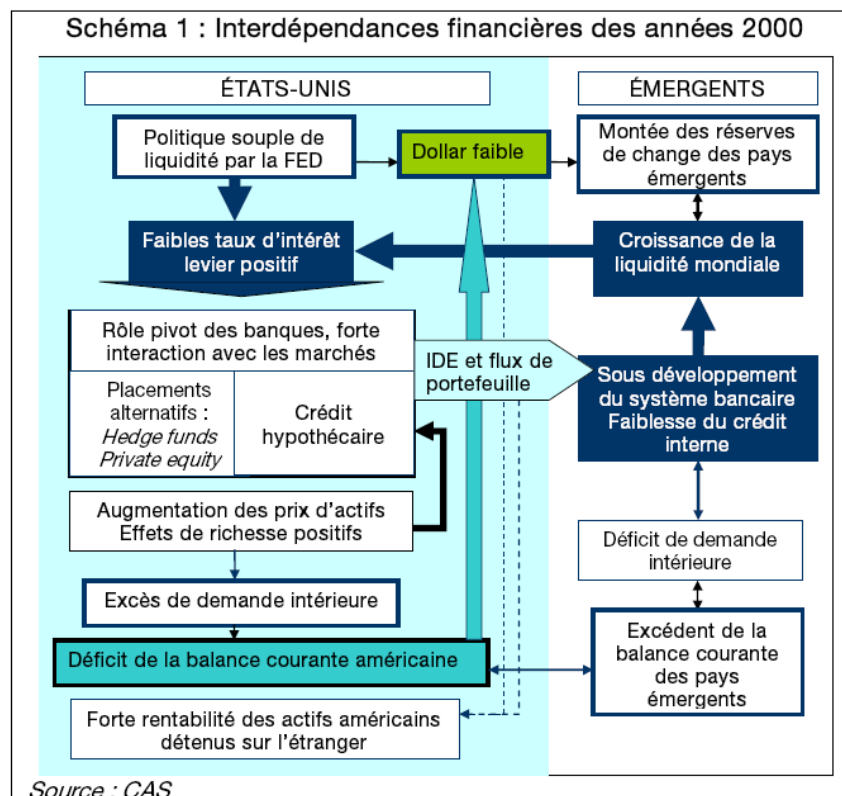
Pour savoir si les pays endettés reçoivent suffisamment de capitaux pour rééquilibrer leur compte, il faut calculer les transferts nets de capitaux :

$$\text{Transferts nets de capitaux} = \text{Apport de capitaux} - (\text{Service de la dette} + \text{rapatriement des profits})$$

Ces transferts nets deviennent **négatifs** durant les années 1980 ce qui signifie que les PED versent plus de capitaux aux pays du Nord (remboursement de la dette, intérêts, profits rapatriés) qu'ils n'en reçoivent.

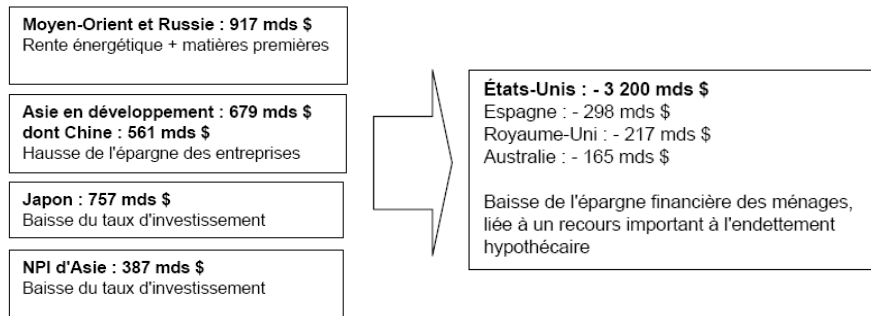
➤ Au cours des années 1980, ce sont les Etats-Unis qui vivent au dessus de leurs moyens. Le Japon et l'Europe vont utiliser leurs excédents de la balance courante pour investir aux Etats-Unis et prêter des capitaux aux résidents américains. En revanche, la crise de la dette des PED aboutit à un transfert de capitaux des pays pauvres en direction des pays riches.

✓ A partir des années 1990, les flux de capitaux s'orientent principalement vers les Etats-Unis et les pays en transition (la Russie mise à part) car leurs déficits des transactions courantes deviennent croissants. Ces pays vivent largement au dessus de leurs moyens. Leur épargne est insuffisante. Ils vont devoir se financer auprès des pays qui sont fortement excédentaires : les pays pétroliers, les pays émergents (principalement la Chine), le Japon, l'Allemagne. On aboutit ainsi à un paradoxe : ce sont les pays en développement qui finance la première puissance économique du monde qui vit à crédit !

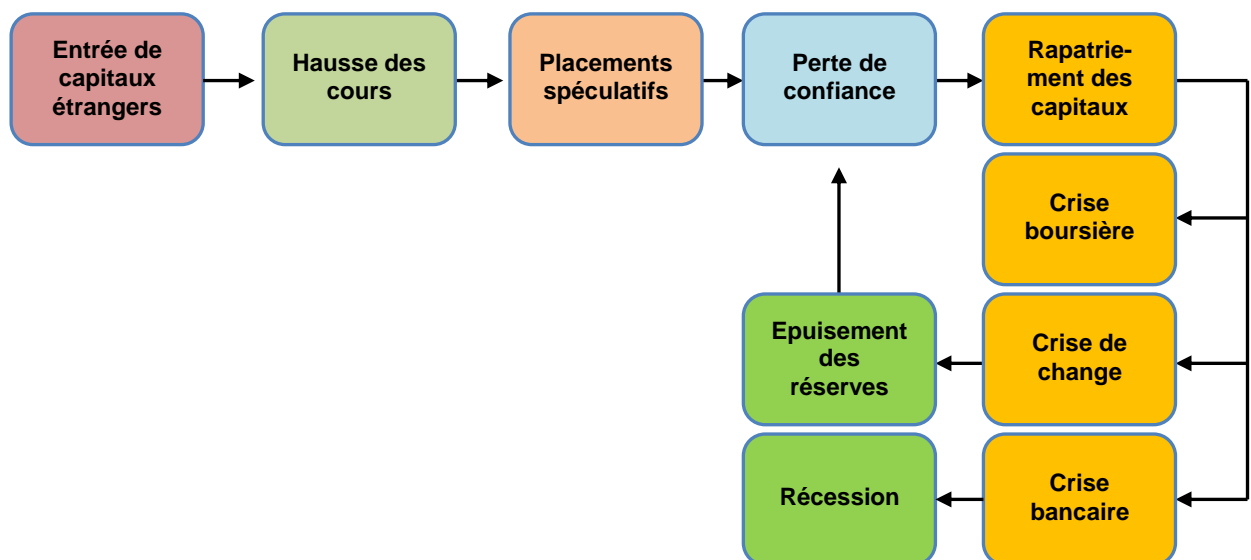


Les pays émergents ont beaucoup plus produit qu'ils n'ont consommé ou investi au cours de la dernière décennie. Cette tendance à dégager des excès d'épargne exerce une pression à la baisse sur la croissance de l'économie mondiale, que contrecarre le rôle de « **consommateur en dernier ressort** » (D. Plihon et R. Guttman) que jouent les États-Unis. Sans l'endettement des ménages américains, les déséquilibres auraient été moindres mais la croissance aussi.

Excédents et déficits cumulés de la balance courante sur la période 2002-2006



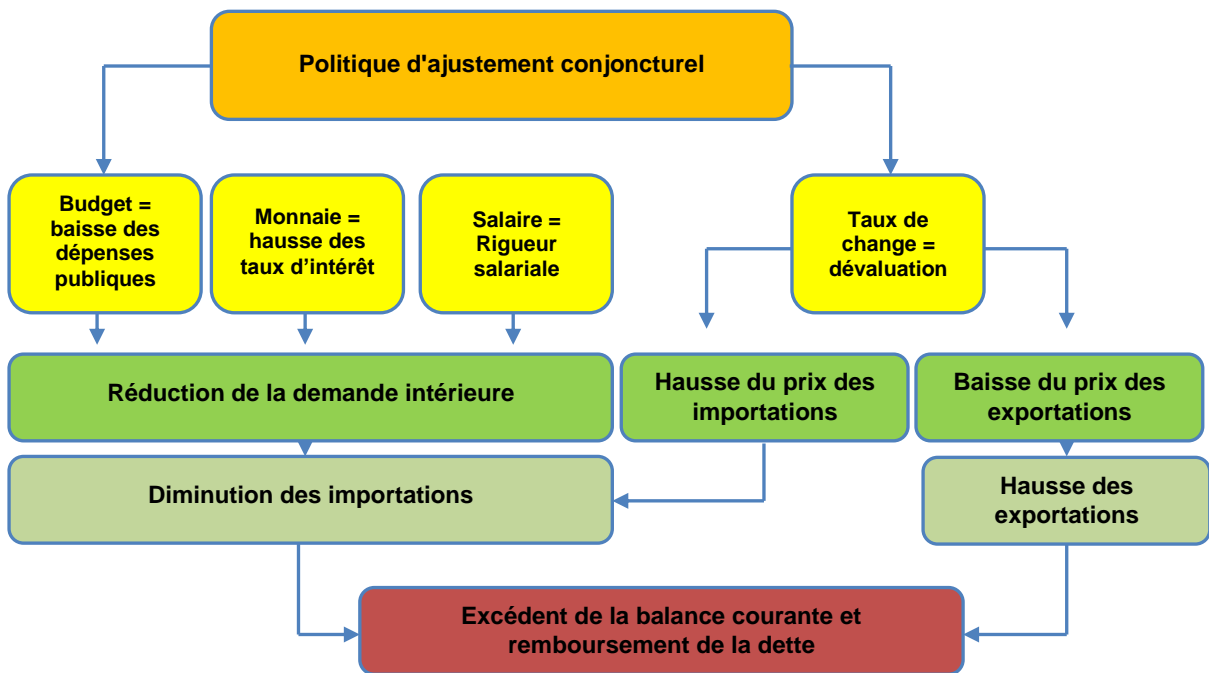
3. **Ces mouvements de capitaux entre les pays étaient très souvent spéculatifs.** Ils se déplaçaient d'une place financière à l'autre en fonction des opportunités (intérêts plus élevés, hausse plus rapide des cours en bourse, faible fiscalité...) qu'ils pouvaient en tirer. Des bulles spéculatives se forment. Le cours de bourse devient largement supérieur à la valeur réelle des sociétés cotées en bourse. Dès que les anticipations sur les gains futurs des sociétés deviennent négatives, les capitaux se retirent provoquant une crise financière (baisse rapide des cours boursiers), une crise de change (le cours de la monnaie se déprécie face aux autres devises), une crise bancaire (les dépôts diminuent et les défauts de paiement se multiplient) et une crise économique (arrêt de la croissance du PIB voire récession). On appelle ce phénomène le « *sudden stop* ». Plus de 120 *sudden stop* ont été répertoriés depuis les années 1970 (crise de la dette en 1982, crise boursière en 1987, crise du Mexique en 1994, crise boursière en 1997, crise asiatique en 1997, de la Russie en 1998, crise boursière en 2001 et 2007, crise bancaire en 2008-2009...).



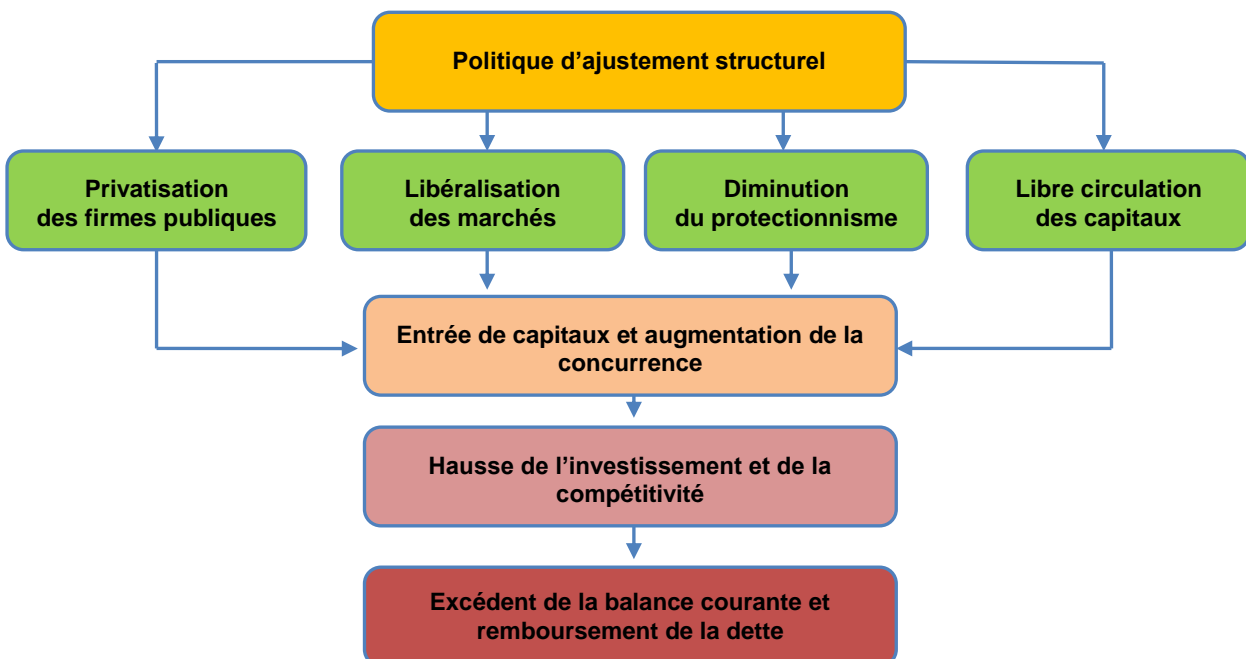
c) – Les politiques menées par les organisations internationales

1. **Le développement des interventions du FMI et de la Banque mondiale ont accompagné la « crise de la dette »**, au début des années 80, quand de nombreux pays du Sud se sont révélés incapables de rembourser les emprunts contractés dans les décennies antérieures. Le raisonnement d'alors est simple : si la dette d'un pays devient un problème, c'est qu'il vit depuis trop longtemps au-dessus de ses moyens. La solution est donc de réduire à court terme ses dépenses, sa demande intérieure, afin de lui redonner les moyens de rembourser leurs créanciers. A long terme, il s'agit d'insérer ces économies dans le marché mondial en leur donnant une compétitivité afin de dégager un excédent commercial qui leur permette de rembourser leur dette.
2. **La Banque mondiale et le FMI tentent de coordonner l'action des banques centrales** en mettant en place le « **consensus de Washington** », dont la teneur est résumée par John Williamson en dix commandements :
 - ✓ Austérité budgétaire : limiter les dépenses publiques pour éviter l'inflation et les déficits ;
 - ✓ Réforme fiscale : augmenter le nombre de contribuables, diminuer les taux élevés et généraliser la TVA ;
 - ✓ Politique monétaire orthodoxe : les taux d'intérêt réels doivent être positifs pour attirer les capitaux internationaux ;
 - ✓ Taux de change compétitifs : dévaluer la monnaie pour rendre les exportations attrayantes ;

- ✓ Libéralisation : abaisser les barrières tarifaires commerciales (droits de douane) pour accentuer le commerce international et donner une totale liberté de mouvement aux capitaux internationaux ;
 - ✓ Compétitivité : attirer les investissements directs étrangers (IDE) pour financer le développement en leur garantissant une égalité des droits avec les investissements domestiques ;
 - ✓ Privatisation : vendre les actifs de l'Etat pour assainir les finances publiques et développer les entreprises privées, supposées mieux gérées ;
 - ✓ Réduction des subventions : supprimer les subventions agricoles, à la consommation, etc., et laisser le marché déterminer le « juste prix » des biens ;
 - ✓ Déréglementation : éliminer toutes les règles qui freinent l'initiative économique et la libre concurrence ;
 - ✓ Droits de propriété : renforcer les droits de propriété pour promouvoir la création privée des richesses.
3. C'est dans ce contexte que vont apparaître les **programmes d'ajustement structurel** (PAS) élaborés par Le FMI et la Banque mondiale.
- ✓ **A court terme, les pays du Sud vont donc devoir mener des politiques conjoncturelles d'austérité :**



- ✓ **A long terme, les PED sont obligés de mener, à la fin des années 80, des politiques structurelles favorables au marché s'ils veulent recevoir les crédits du FMI et de la Banque mondiale :**



4. Parallèlement, l'OMC semble être une institution chargée de mettre en place un marché mondial unifié dans lequel s'appliqueraient des normes de marché au détriment des politiques économiques étatiques. Ainsi, les négociations de Doha, qui devaient se terminer en 2003, portaient sur :
 - ✓ Le démantèlement des politiques agricoles, en particulier la PAC et la politique agricole américaine, en supprimant les droits de douane sur les produits agricoles et les subventions aux agriculteurs ;
 - ✓ L'ouverture des services à la concurrence ce qui remet en cause le monopole des services publics (la poste, le transport ferré, l'énergie mais aussi, plus tard, l'éducation, la santé...) ;
 - ✓ La fin des politiques sectorielles qui permet de protéger les industries dans l'enfance ou les secteurs menacés. Le textile est ainsi réintégré dans le droit commun (fin des accords Multifibres dans le textile, par exemple) ;
 - ✓ La définition de normes sociales et environnementales. Ainsi doit-on protéger les brevets des médicaments contre le sida sachant que ces produits sont inaccessibles aux populations du tiers monde ? Doit-on autoriser le libre commerce des OGM sachant qu'ils ont un pouvoir disséminateur important ?... La détermination des règles est confiée à des experts, qui deviennent donc très puissants. Un pays n'a donc plus le droit d'interdire les OGM ou le poulet nettoyé au chlore, même s'il veut appliquer le principe de précaution.

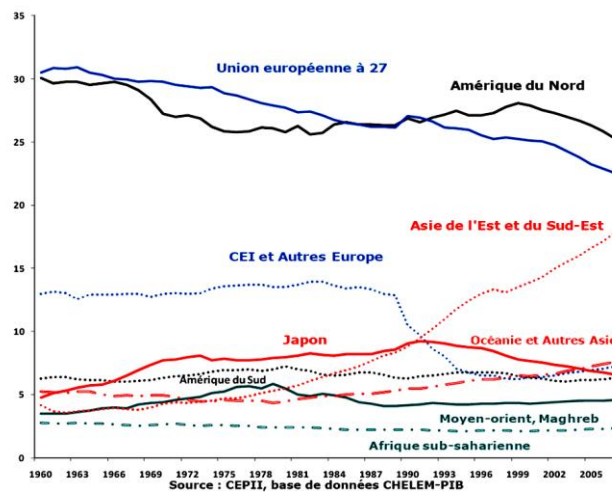
2 – La contestation de l'action des organisations internationales

a) – La critique des économistes

1. Tout d'abord, les politiques libérales prônées par le FMI et la BIRD ont été critiquées par des économistes, dont l'américain Joseph Stiglitz (« *La Grande Désillusion* » 2002). Elles ont été jugées contreproductives pour plusieurs raisons :
 - ✓ Les politiques conjoncturelles ont freiné la croissance et entretenu l'inflation. Le couple dévaluation-austérité n'a pas donné les résultats escomptés. Les dévaluations ont eu pour conséquence une forte inflation importée, les importations étant plus chères. La suppression des subventions aux produits de première nécessité et aux services publics de base (eau, électricité...) s'est traduite par une forte hausse de ces prix, en particulier le prix des carburants. Cette inflation a entraînée une montée des taux d'intérêt et une baisse du pouvoir d'achat des salariés. La consommation et les investissements ont donc diminué ce qui a provoqué un ralentissement de la croissance, surtout pour les pays les plus pauvres.
 - ✓ Ce frein à la croissance de la demande s'est accompagné d'une hausse du chômage et de la pauvreté. La baisse des dépenses publiques a dégradé durablement les services publics des PED en matière d'éducation, de santé et de protection sociale. Ce sont les pauvres qui ont principalement subi cette dégradation (réapparition des épidémies qui étaient éradiquées, affaiblissement du système éducatif...) alors que les riches pouvaient envoyer leur capitaux et leurs enfants dans les pays développés pour qu'ils bénéficient de la meilleure éducation possible. D'où des grèves, des manifestations, voire des émeutes populaires (« les émeutes de la faim »).
 - Les politiques structurelles visant à spécialiser les PED dans les produits primaires se sont révélées désastreuses. L'agriculture de ses pays s'est tournée vers des produits d'exportation (cacao, ananas, coton, arachide...) au détriment de productions vivrières destinées à nourrir leur population. Les PED ont dû importer les produits alimentaires et dépendre de plus en plus de l'agriculture des pays développés. De plus, la concurrence entre les produits d'exportation des PED a provoqué des excédents et une baisse des prix de ces produits. D'où une détérioration des termes de l'échange (DTE) puisque les prix des produits importés augmentaient plus vite que ceux des produits exportés. Cette baisse du pouvoir d'achat des exportations a aggravé le déficit de la balance courante et l'endettement des pays les plus pauvres.
 - ✓ Les politiques structurelles ont davantage profité aux FTN qu'aux pays en développement. Un secteur privé local faible, uniquement intéressé par le commerce au détriment de l'industrie, ou tout bonnement affairiste, a le plus souvent transformé les privatisations en exercice de redistribution des actifs nationaux entre les différents clients (nationaux ou étrangers) des pouvoirs en place. L'ouverture commerciale n'a pas été toujours synonyme de croissance. En pratique les seuls pays qui sont parvenus à marier insertion internationale et développement sont ceux où, comme en Asie, l'Etat a organisé le développement industriel, mariant conquête des marchés mondiaux et fermeture de leurs marchés intérieurs refusant en fait la libéralisation tous azimuts prônés par le FMI. Ainsi, la part des pays asiatiques dans le PIB mondial est passée de 4% à 17% entre 1975 et 2007.

- ✓ Les pays du Sud ont donc freiné leur développement sans retrouver une véritable compétitivité ni régler le problème de leur dette (Argentine, Mexique, Brésil...). Pour l'Afrique et l'Amérique-Latine, les années 1980-1990 ont été des décennies perdues. Leur part dans le PIB mondial a stagné, ce qui signifie que leur croissance a été identique à celle de la croissance mondiale. En général, ce sont les pays qui ont refusé les préconisations de la FMI et de la banque mondiale qui sont sortis le plus vite de la crise (la Malaisie après 1998 a souvent été donnée en exemple)

Parts du PIB mondial en PPA 1960-2007)



- ✓ Les organisations internationales se révèlent finalement être peu efficaces. Le FMI n'a pas été capable de prévenir les crises financières. La libéralisation des marchés de capitaux a accru la volatilité des cours et l'instabilité financière. L'emballement pour les NPI asiatiques dans les années 90 a provoqué un afflux de capitaux, en partie spéculatifs, dans ces pays. D'où la formation d'une bulle spéculative qui a éclaté en 1997-1998 et qui a obligé ces pays à mener des politiques de restructurations drastiques. De même, le FMI a été incapable de prévenir la crise de la dette en Argentine au début des années 2000 car il n'a pas contrôlé l'usage des prêts financiers que l'on avait accordé à ce pays dans les années 90. Le FMI a orienté ses efforts en direction des PED ce qui l'a empêché de prévenir l'endettement des Etats-Unis et la crise financière de 2007-2008. De même, l'OMC n'a pas été capable, jusqu'à présent, de conclure les accords de Doha car les égoïsmes nationaux l'ont emporté sur les avantages du multilatéralisme. Enfin, la Banque Mondiale a financé des projets (grands barrages par exemple) qui étaient peu respectueux de l'environnement.
- ✓ Les organisations internationales sont devenues moins nécessaires pour se procurer des capitaux. En effet, les PED ont pu trouver des capitaux soit sur les marchés financiers, soit en attirant des IDE sur leur territoire, soit en ayant une balance courante excédentaire (Chine, Brésil...), soit en se prêtant des capitaux entre eux (la Chine prête à l'Afrique, le Venezuela prête aux autres pays d'Amérique-Latine...). L'Argentine, le Brésil, le Mexique ont ainsi pu rembourser avant terme leurs dettes ce qui a privé le FMI de ressources pour ses interventions.
- ✓ Les organisations internationales ne sont pas démocratiques. D'une part, en imposant leurs plans, elles remettent en cause la souveraineté des Etats qui n'ont plus la liberté de définir leurs politiques. D'autre part, ces organisations sont dirigées et contrôlées par les pays développés. Ainsi, au FMI, les États-Unis sont le contributeur principal du FMI, et possèdent ainsi 16,79 % des droits de vote. L'Union européenne possède 32,1 % des droits de vote. Les 10 premiers pays, qui représentent plus de 50 % du PIB mondial, ont la majorité des droits de vote alors que le FMI compte 185 pays membres. Selon une règle tacite, le directeur du FMI est un européen (l'Europe se choisit un candidat susceptible de recueillir l'approbation du conseil d'administration), alors que le président de la Banque mondiale est un américain. Résultat : le FMI condamne les déficits budgétaires excessifs des PED mais n'a jamais condamné le déficit budgétaire excessif des Etats-Unis ou de certains pays européens.

b) – La critique des pays en développement

2. Ensuite, les politiques libérales ont été contestées par les pays en développement qui ont tendance à se regrouper dans les enceintes internationales (ONU, OMC...) pour défendre leurs intérêts. La critique de ces pays porte sur plusieurs points :
 - ✓ Ces pays ont été incités à se spécialiser dans des secteurs où ils bénéficiaient d'avantages comparatifs : le coton pour l'Afrique de l'Ouest, le café pour la Colombie et l'Ethiopie, le sucre pour d'autres. On leur a promis qu'avec les devises ainsi engrangées, ils pourraient importer de quoi nourrir leur population pour un prix inférieur à ce qu'ils auraient pu produire eux-mêmes. Mais ceci a eu plusieurs effets pervers :

- **On a engendré leur dépendance par rapport à des indices boursiers de plus en plus volatils.** Après une baisse des cours de leurs produits, ils ne peuvent plus payer leurs importations, dont la valeur a, elle, été parfois multipliée par cinq ou six. L'évolution encouragée par l'OMC a même transformé en importateurs des pays qui étaient autosuffisants.
- **L'accent mis sur le commerce international a, d'autre part, accru fortement la fragmentation du monde agricole :** 85 % des producteurs travaillent sur des superficies inférieures à deux hectares, 0,5 % d'entre eux possèdent plus de 100 hectares. Miser fortement sur les exportations accroît cet écart. On privilégie les 0,5 % les plus riches et on marginalise les autres.
- **L'intensification des importations, qui devraient doubler entre 2000 et 2030, est en train de modifier les habitudes alimentaires.** Des nations en développement sont confrontées à des épidémies de diabète, de cancers ou de maladies cardio-vasculaires sous l'effet de produits transformés contenant plus de graisses, de sel et de sucres.
- **Enfin, les pays les moins nantis sont les plus exposés à l'évolution du climat.** Alors que la population mondiale pourrait atteindre 9,2 milliards d'individus en 2080, la faim pourrait menacer 600 millions de personnes supplémentaires en raison de la progression des zones arides ou semi-arides, du manque d'eau et des effets du réchauffement climatique, auquel contribue massivement le mode actuel de production.
- ✓ **Le protectionnisme des pays du Nord empêche le développement des pays du Sud.** Ainsi, les subventions que les Etats-Unis et l'Europe donnent à leurs agriculteurs (350 milliards de dollars) pour qu'ils exportent leurs produits ruinent les agriculteurs du Tiers-Monde. 12 000 producteurs américains ont reçu, en 2002, près de 4 milliards de dollars de subventions leur permettant de vendre leur coton au-dessous du coût de production empêchant ainsi plus de 10 millions d'Africains, directement liés à la production de coton, de vivre de leur production. C'est la raison pour laquelle les pays du Sud ont fait échouer le sommet de Cancun de 2003 qui devait ouvrir une nouvelle phase dans l'ouverture des échanges internationaux.
- ✓ **Le règlement de la dette pèse sur le développement des pays les plus pauvres.** Certains remboursent encore plus qu'ils ne reçoivent d'aide. La plupart des pays riches ont décidé d'effacer 100 % de leurs dettes bilatérales. Reste la partie due aux organismes multilatéraux, comme le FMI, la Banque mondiale ou la Banque africaine de développement, puisqu'il s'agit essentiellement de pays de l'Afrique subsaharienne. Sur le principe, tout le monde semble d'accord. Rien ne va plus lorsqu'il s'agit de trouver les milliards de dollars nécessaires pour financer cet effort. En attendant, l'Argentine a décidé de ne rembourser aux créanciers qu'un quart de la valeur de sa dette et sa décision risque de faire école.
- **Le consensus n'existe pas davantage en matière d'aide au développement dont le niveau reste très inférieur au 0,7 % de PIB** que les pays riches s'étaient engagés à y consacrer voilà trente-cinq ans. Certains pays, dont la France, ont entrepris de rattraper l'écart en augmentant progressivement la dotation de l'aide dans leur budget. Mais le processus de rattrapage est d'autant plus long que l'on part de bas, comme c'est le cas des Etats-Unis, qui en sont à 0,1 % de leur richesse nationale. Tous les organismes internationaux (ONU, Banque mondiale, FMI, PNUD) estiment qu'il faudrait doubler l'aide actuelle (la faisant passer de 50 à 100 milliards de dollars par an) pour atteindre les objectifs du millénaire. Le Royaume-Uni propose d'emprunter sur les marchés financiers pour combler cet écart. La France et l'Allemagne militent pour une taxe internationale sur les billets d'avion ou le kérosène. Ni les uns ni les autres ne sont parvenus à convaincre, notamment les Etats-Unis.

c) – **La critique des altermondialistes**

1. **Enfin, face à cette mondialisation à marche forcée, un mouvement antimondialisation s'est constitué.** Réunissant des associations de nombreux pays dans le monde (Attac, Greenpeace, Campesinos,...), il s'oppose à une mondialisation libérale au nom d'un certain nombre de principes :
 - ✓ **La démocratie :** les décisions prises par les grandes institutions internationales (OMC, FMI, Banque mondiale) ne seraient pas démocratiques puisqu'elles seraient prises par des technocrates internationaux qui n'ont pas reçu de mandat des peuples du monde. De plus, les PED et les ONG ne sont pas véritablement parties prenantes des décisions car le vote est censitaire, les pays riches ayant la majorité des voix alors qu'ils ne représentent qu'une minorité de la population mondiale.
 - ✓ **Les cultures locales :** la réglementation de marché doit être unique, ce qui supprime les spécificités culturelles locales (interdiction du fromage au lait cru, par exemple). D'où la lutte contre « la mal bouffe » et la revendication de « l'exception culturelle » (dans le domaine du cinéma, par exemple).
 - ✓ **Le respect de l'environnement :** les entreprises mondiales souhaitent une réglementation la plus souple en matière d'environnement (les firmes agro-alimentaires luttent ainsi pour la libéralisation totale des OGM). Le marché risque donc de remettre en cause le développement durable.

- ✓ **L'égalité** : l'extension du marché mondial creuse les inégalités car les normes sociales sont alignées vers le bas et la concurrence élimine les petits producteurs. Si l'on se limite à comparer les PIB moyens par habitant de chaque pays, il s'avère que c'est un phénomène de **divergence** entre pays riches et pauvres que l'on observe entre 1980 et 2000. Cela manifesterait le fait que, dans l'économie mondialisée, les inégalités de revenus tiennent moins à l'appartenance à une classe sociale qu'au pays de naissance, selon la place que celui-ci occupe dans la chaîne mondiale de la production. Si on répartit la totalité de la population mondiale sur l'échelle des revenus. La divergence est alors encore plus forte. Ainsi, les bonus versés par Goldman Sachs équivalent aux revenus des 224 millions de Terriens les plus pauvres, et les revenus des 1 % de Terriens les plus riches à ceux des 4,275 milliards les plus pauvres.
- 2. **Les manifestations antimondialisation** (Seattle en 1999, Porto Alegre en 2002) ont abouti à l'idée qu'un nouvel ordre économique mondial, qui ne soit pas celui du marché, était possible s'il associait la société civile mondiale (ONG, associations, syndicats), les gouvernements et les institutions internationales, pour édifier des règles économiques, sociales et environnementales plus respectueuses des population. Le protocole de Kyoto pour limiter les émissions de gaz à effet de serre est un bon exemple. Mais, pour l'instant, les Etats-Unis, la première puissance mondiale, ne veut pas jouer le jeu de ce nouveau multilatéralisme.

e) – **Vers une nouvelle gouvernance mondiale ?**

- 3. **Traditionnellement, la régulation mondiale était assurée sous le contrôle des Etats-nations des pays dominants et des organisations internationales.** L'émergence de nouveaux acteurs (les pays émergents, les ONG, le mouvement antimondialisation, des organisations philanthropiques) est en train de changer la donne à plusieurs niveaux :
 - **Les organisations internationales sont obligées de tenir compte des critiques de ces nouveaux acteurs.**
 - **Des organisation plus tournées vers la lutte contre la pauvreté et le développement durable** : ainsi, le FMI et la Banque mondiale ont partiellement abandonné leur préconisations libérales pour mettre l'accent sur la lutte contre la pauvreté et le développement durable. On est passé d'un discours libre-échangiste à vocation universelle à celui valorisant l'intervention de l'Etat, en particulier en matière d'éducation, et les spécificités culturelles. De même, l'OMC vient de condamner l'Europe et les Etats-Unis pour leurs subventions agricoles qu'ils vont devoir démanteler dès 2005.
 - **Des organisations un peu plus représentatives** : en avril 2010, le FMI et la Banque mondiale ont modifié la structure des droits de vote au profit des pays émergents afin de tenir compte de leur poids dans l'économie mondiale. la Chine passe de 2,77% à 4,42% des droits de vote, le Brésil de 2,06% à 2,24%, l'Inde de 2,77% à 2,91%. À eux trois, ces pays ont emporté près des deux tiers de la modification. Les perdants sont surtout des membres du G7 : en premier lieu le Japon (de 7,62% à 6,84%), la France et la Grande-Bretagne (qui passent tous deux de 4,17% à 3,75%) ou encore l'Allemagne (de 4,35% à 4,00%) et le Canada (de 2,71% à 2,43%), tandis que la part des États-Unis reste inchangée (16,85%). Cependant, les pays les plus pauvres restent toujours écartés des processus décisionnels.
 - **Des organisations mieux armées pour intervenir** : le G20 de Londres en avril 2009 a décidé de tripler les ressources à 750 milliards de dollars en faisant appel à des contributions des pays riches et en vendant une partie de son stock d'or. Avec cet argent, le FMI a lancé un plan d'aide de 17 milliards aux pays les plus pauvres et il est intervenu pour aider les pays qui rencontraient des difficultés de financement dans la crise (Hongrie, Roumanie, Estonie, Grèce) tout en assouplissant les conditions d'accès au crédit. Son rôle dans la régulation financière s'est donc accru en étant une sorte de banquier qui agit en dernier ressort.
 - **Les négociations aboutissent peu à peu à la naissance de nouvelles normes internationales.** Le débat sur les normes sociales et environnementales est une illustration des tentatives de régulation de la mondialisation.
 - **Ces normes sont d'abord des normes environnementales** qui visent à assurer le développement durable. C'est dans le cadre des Nations-Unies que les Etats tentent de résoudre les problèmes écologiques planétaires en édictant des normes environnementales comme celles qui figurent dans le protocole de Kyoto de 1997. La création d'un marché du CO² à l'échelle mondiale devrait se mettre en place ce qui pourrait favoriser les pays du Sud qui sont moins pollueurs et qui pourraient vendre leurs droits aux pays du Nord. Cependant, ces normes restent à l'heure actuelle inégalement appliquées par les entreprises et les Etats. Cependant, le sommet de Copenhague de décembre 2009 n'a abouti qu'à un texte non juridiquement contraignant, car il ne prolonge pas le protocole de Kyoto, censé prendre fin en 2013 car ils remettait en cause les intérêts industriels des Chinois et des Américains.

- **Il s'agit ensuite de normes sociales** visant à protéger les personnes les plus fragiles de l'exploitation au travail (travail des enfants, protection sociale minimale...). Proposée à l'origine par des syndicats et des ONG, l'instauration de normes sociales consiste à imposer le respect de normes fondamentales de travail aux pays participant au commerce international. Ces normes sociales internationales sont par exemple édictées par l'OIT (organisation internationale du travail), mais rien n'oblige un pays à se conformer à ces normes quand il y adhère. De plus, les syndicats peinent à s'organiser sur une base internationale pour faire contrepoids au pouvoir des firmes multinationales. Les solidarités internationales sont difficiles à mettre en œuvre puisque les niveaux de salaires, les conditions de travail, les traditions familiales diffèrent d'un pays à l'autre et des obstacles demeurent en matière d'exercice de la liberté syndicale dans certains pays en développement.
- **Fondamentalement, ce débat pose le problème de la hiérarchie des normes internationales et des moyens institutionnels de les faire respecter** : seule l'OMC dispose d'un pouvoir de faire appliquer ses règles (les règles commerciales). C'est la raison pour laquelle, se sont superposées aux grandes organisations internationales des groupes de discussion et de partenariat économique qui essayent de coordonner les différentes politiques des pays membres au cours de grands sommets annuels (G8, G15, G20). Le **G20** est devenu la nouvelle instance internationale de dialogue et de prise de décision. Il regroupe les chefs d'Etat et de Gouvernement des principales puissances économiques (Etats-Unis, UE, BRICS, Turquie, Afrique du Sud...). Il représente les deux tiers du commerce et de la population mondiale et plus de 90% du PIB mondial. Les derniers sommets de Londres et de Pittsburgh en 2009 ont décidé de mettre en place des nouvelles règles financières (lutte contre les paradis fiscaux, recapitalisation des banques...) mais sans se donner les mêmes moyens pour y parvenir.
- **Malgré ses insuffisances, la régulation de l'économie mondiale est en marche.** Le domaine de la santé illustre cette évolution. Les apports de fonds y sont passés de 6 milliards de dollars en 1999 à 19 milliards en 2008. Ce gonflement a été le fait de nouveaux acteurs et de nouveaux partenariats mondiaux, tels l'Alliance Gavi (vaccins), le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (FMLSTP), l'Emergency Plan for AIDS du président Bush ou la Fondation Bill et Melinda Gates. Ces nouvelles structures, qui veulent apporter l'aide au plus près des besoins et si possible sans intermédiaires éventuellement prédateurs, apportent le quart de l'aide publique à la santé. La crise 2008-2009 peut-elle remettre en cause cette évolution ou bien va-t-elle, au contraire, renforcer la coopération entre les nations pour déboucher sur une régulation **internationale des marchés des capitaux** ?

